

1. Introduction

Plus de 25 pour cent de la population mondiale – soit environ 1,6 milliard d’êtres humains – dépendent des ressources forestières pour vivre, et près de 1,2 milliard d’entre eux vivent dans une pauvreté extrême (Banque mondiale, 2001). Ces personnes manquent des biens de première nécessité qui assurent un niveau de vie décent: une nourriture suffisante et nutritive, un abri convenable, l’accès aux services de santé, des sources d’énergie, une eau potable sûre, une instruction et un environnement sain. Lorsque les gouvernements ont signé la Déclaration du Millénaire en 2000 et se sont engagés à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement, ils ont convenu de réduire de moitié, d’ici 2015, le nombre de personnes vivant dans l’extrême pauvreté.

Les forêts fournissent nourriture, abri, vêtements et chauffage aux populations, mais un nombre important de personnes vivant dans la pauvreté dépendent des forêts et des arbres hors forêts pour créer des revenus grâce à l’emploi et à la vente d’excédents de biens et services. Toutefois, la mesure dans laquelle ces ressources peuvent atténuer la pauvreté et améliorer la sécurité alimentaire pour les populations vulnérables est mal documentée ou est peu manifeste aux pouvoirs publics. Et on n’en sait guère plus sur les moyens d’exploiter le potentiel de la foresterie pour sortir les populations de la pauvreté, ou tout du moins en atténuer les effets.

La réduction de la pauvreté ne saurait être le fait uniquement des gouvernements. Si des changements adéquats au niveau national, tant internes qu’externes au secteur forestier, peuvent assurément apporter des améliorations, l’expérience a montré que des réformes radicales des politiques et de la législation ne sont pas toujours un préalable pour faire une véritable différence dans le quotidien des populations confrontées aux difficultés. Par exemple, les forestiers et autres agents travaillant avec les communautés peuvent enseigner aux populations pauvres à accroître leurs profits tirés des ressources forestières en les aidant à accéder aux marchés, à acquérir des compétences en matière de transformation, à obtenir des variétés améliorées d’arbres, à associer l’arboriculture et l’agriculture sur leurs terres, et à former des associations pour gérer conjointement les ressources, renforcer le pouvoir de négociation et commercialiser les produits.

Ce manuel offre des suggestions aux praticiens et aux communautés rurales qu’ils desservent, sur les moyens de prévenir, d’atténuer et de faire reculer la pauvreté par des interventions basées sur la forêt. Parmi ceux qui devraient y trouver un intérêt figurent les responsables de districts forestiers, les agents de vulgarisation en foresterie et en développement rural, les administrateurs locaux et les planificateurs, et les responsables de petites entreprises, partenaires y compris.

Le document souligne l’importance d’adapter sur mesure les activités aux

circonstances locales et d'utiliser des approches participatives pour concevoir et mettre en oeuvre les interventions. L'accent est mis sur les changements à apporter au profit des populations vivant aux alentours et dans les forêts, et sur l'aide aux usagers pour mieux comprendre:

- les formes de pauvreté rurale et les priorités de réduction de la pauvreté rurale;
- en quoi les décisions locales, à la fois internes et externes au secteur forestier, influent sur des segments de communautés rurales pauvres – les femmes, enfants et personnes âgées étant les plus vulnérables;
- les rôles vitaux que les systèmes de foresterie et d'agroforesterie jouent dans le soutien aux moyens de subsistance et la prévention de la pauvreté;
- les moyens dont les changements de gestion forestière peuvent induire la pauvreté ou l'aggraver;
- comment les pratiques forestières peuvent mieux contribuer à réduire la pauvreté et à protéger les fonctions de subsistance des forêts.

Les mesures pratiques suggérées s'inspirent de la documentation existant sur le sujet, ainsi que d'études et d'expériences de terrain.